

# Autour des positions politiques d'Alain Badiou

Notes critiques sur son interview de *Libération* du 27 janvier 2009

Publié le 2 avril 2009 sur [ <http://oclibertaire.free.fr/> ]

Il y a des intellectuels, des philosophes qui se disent libertaires et même parfois anarchistes pour certains et dont on se sent très éloignés tant leurs positions politiques, leurs visées, leurs préoccupations premières se situent franchement dans le camp d'en face, dans une opposition générale aux principales options que nous défendons, que nous essayons de développer *hic et nunc* entre une fidélité assumée à l'histoire d'un courant du mouvement ouvrier révolutionnaire et le présent de la société capitaliste, sa modernité et les contenus renouvelés qu'une opposition révolutionnaire d'aujourd'hui nous impose d'interroger et d'explorer.

Sur ces intellectuels, ces "personnalités" libérales-libertaires ou partisans d'une gauche "social-démocrate libertaire" on peut se reporter à deux articles récents du *Monde Diplomatique* et de *Courant Alternatif* (1).

Et puis il y a paradoxalement d'autres intellectuels qui n'ont rien à voir avec l'anarchisme, qui peut-être même le combattent ou l'ont combattu, mais qui, aujourd'hui, dans le contexte actuel de crise économique, sociale, politique à l'origine d'une crise de la pensée libéralo-capitaliste dominante, prennent des positions, affirment un certain nombre de vérités bonnes à entendre, même s'il convient de laisser du champ, un espace pour la discussion précisément parce que d'autres idées avancées par eux sont plus discutables : au moins elles forcent la réflexion, la controverse utile. Et aussi sur des questions qui sont pour nous fondamentales, comme par exemple le rapport politique à l'Etat, il semble que les lignes bougent un peu, que ce qui était avant un dogme incontournable (pas de révolution sans un Etat prolétarien) devienne un élément qui vaut la peine d'être questionné.

Dans le passé, des personnes comme Paul Nizan, ou Sartre ont représenté cette figure du militant intellectuel engagé, sachant réunir les apparences du combat sans concession contre les injustices. C'est aujourd'hui le cas d'Alain Badiou. Son petit livre prémonitoire sur Sarkozy (2) a été un réel succès de librairie sans aucune campagne promotionnelle et à fait blêmir de rage le petit monde - petit en nombre de membres mais puissants par les pouvoirs réunis qu'ils condensent - de la classe politique, des maîtres à penser et des médias. Il est désormais plus connu et fait figure de l'intellectuel du moment qui ne plie pas devant l'air du temps. En disant que Sarkozy représente l'aile marchante d'une droite réactionnaire, il l'inscrit dans une histoire de la réaction qui remonte à la Restauration (1815) en suivant divers épisodes (Juin 1848, les Versaillais) il remet sur le tapis ce que beaucoup s'efforce régulièrement de cacher dessous : le pétainisme qui a d'abord été la revanche des classes dirigeantes, des industriels, des droites qui n'avaient jamais accepté le Front Populaire et les grèves de juin 36 et leur avait préféré la collaboration et le nazisme. Le moment pétainiste est une occasion de prêcher la discipline, le "travail-famille-patrie" et un retour aux valeurs de la morale traditionnelle. " *S'appuyant sur un modèle emprunté à l'étranger (Pétain émule de Mussolini et d'Hitler, Sarkozy admirateur de Blair et Bush), ils associent la reconnaissance de la propriété et du « mérite » à la criminalisation des pauvres et des exclus. Ils justifient la répression de ces derniers en leur faisant porter le legs désastreux d'un événement passé, condamné en tant que cause immédiate de la crise actuelle (la Révolution et le régicide pour les Ultras de 1815, le Front populaire et la menace de grève générale pour les collaborateurs de 1940, l'irruption anarchique de Mai 68 pour Sarko lui-même* " (3). Badiou dit que c'est l'habileté de Sarkozy à manipuler cet ensemble bien enraciné de réflexes politiques réactionnaires qui lui a permis de présenter des mesures anti-ouvriers, anti-immigrés, anti-étrangers et anti-pauvres comme essentielles à la restauration d'une France « ré-énergisée », modernisée, libéralisée de ces pesanteurs et des coûts toujours trop élevés du travail, prête à retrouver sa juste position d'influence privilégiée dans le monde. Un rapide survol des premiers mois de fonction de Sarkozy suffit à confirmer le pronostic formulé pendant la campagne électorale.

Dans un numéro spécial du quotidien *Libération*, au cours d'une longue interview, le philosophe qui est aussi un militant politique a semble-t-il recréé un mini-séisme, un scandale dans le microcosme de la pensée conforme et dans les "grands" médias, là même où les idées "libérales-libertaires" sont particulièrement appréciées et où il a été jugé scandaleux de donner la parole à un tel personnage se livrant à des propos si "outranciers", selon le terme même d'une des questions de *Libération*.

Quel est l'objet du scandale ?

**"Que Sarkozy soit chassé par la rue" !**

La politique de Sarkozy, c'est " *l'oppression des plus faibles, singulièrement les ouvriers de provenance étrangère, et [ ] l'extension sans frein, par des lois scélérates, de l'appareil répressif. Les «réformes» vont toutes dans le même sens : un Etat autoritaire et antipopulaire, que tout obstacle importune. Sarkozy procède à vive allure au démantèlement du système éducatif et, plus grave encore, du secteur hospitalier* ".

Le rêve que fait Alain Badiou à propos de Sarkozy, qui est l'autre nom du désir, est partagé par pas mal de monde mais exprimé par personne. Et c'est là l'objet principal du scandale : qu'il veuille casser la figure de Sarkozy. Pas seulement son image, mais son être politique de chef de l'Etat puisqu'il s'agit de le révoquer. Car bien évidemment dire cela, c'est ne pas respecter le système politique qui se proclame démocratique et dont l'élection du chef suprême

(avec celle des députés) en est à la fois le principe central et l'acte qui le fait exister et dont sa célébration rituelle et fastueuse en atteste la légitimité unanime.

La vision de Badiou de cette démission, ce n'est pas quelque chose qui se jouerait à froid, pour des raisons internes aux sphères du pouvoir, mais par l'irruption d'un acteur qui par sa seule présence viendrait mettre à bas tout l'édifice de légitimation dont s'entoure l'oligarchie régnante : le peuple déclarant à ses gouvernants : "La comédie a assez duré. Dehors !" L'addition des exaspérations, dans de nombreuses catégories y compris dans " *des groupes sociaux souvent conservateurs* ", les " *nouvelles formes de refus allant jusqu'à la désobéissance à l'Etat, des actions politiques de type nouveau* " que l'on observe sont les ingrédients de ce rêve. A partir de là, " *on peut imaginer un processus de composition de ces fureurs disparates. Par exemple, une suite obstinée de ces rassemblements de plus en plus massifs, de plus en plus déterminés, dont le mot d'ordre fédérateur unique serait « Sarkozy démission !* » ". Il s'agirait en quelque sorte d'" *une figure occidentale à ce genre de situation enthousiasmante* " qu'ont pu être les mobilisations de masse ayant mis à bas certains régimes communistes de l'Est, dont on a tant chanté les louanges à l'Ouest.

En fait de rêve, ou de désir, l'objectif d'obtenir la démission d'un chef d'Etat par la mobilisation populaire, transposé dans le champ politique cela s'appelle un élément programmatique, et en l'espèce, de toute première importance, dont la modalité n'est rien d'autre qu'un soulèvement populaire général, une insurrection, avec tout ce que cela suppose de redéfinition des possibles : depuis un simple changement de personnel gouvernemental à quelque chose de plus ouvert, pouvant déboucher sur un changement radical de régime...

Juste une remarque. Que cela prenne la forme d'une révolution "orange" ou "de velours", cela tient plus du rêve dans le rêve ; un pouvoir qui tombe comme un fruit mûr. On est en droit de douter fortement que l'oligarchie politique et économique qui domine un pays comme la France depuis tant d'années se laissera emporter par un mouvement de masse sans réagir, sans essayer d'activer les modes opératoires qui lui sont propres historiquement : la guerre civile, la répression sanglante (il suffit de penser à la Commune de Paris) et plus près de nous la mise en œuvre des techniques de contre-insurrection.

### ***"De quoi Sarkozy est-il le nom ? Pétainisme transcendantal" !***

Badiou refuse ce jeu qui désigne Pétain comme une anomalie monstrueuse, une sorte d'OVNI aberrant, une tâche incompréhensible dans la belle et douce histoire de France. Il replace simplement Pétain et Sarkozy dans une perspective historique, celle du un qui se divise en deux, celle des "deux France", qui de guerres civiles en révolutions, de massacres en déportations ont à jamais été opposées, obligées certes de cohabiter sur un même territoire, mais jamais réconciliées. La formule de "pétainisme transcendantal" visait " *à inscrire Nicolas Sarkozy dans l'histoire d'une certaine réaction française, celle de la Restauration contre la République, de Juin 1848 contre les ouvriers, des Versaillais contre la Commune, des colonialistes contre les «indigènes», une réaction qui n'a jamais accepté, depuis la Révolution de 1792-1794, l'existence d'une politique populaire et révolutionnaire. Une réaction dont je décris les invariants, par exemple la persécution affichée des plus faibles ou la référence à des discours naturalistes et biologistes, comme on l'a vu dans la bouche de Sarkozy sur l'homme noir ou sur les malades mentaux. Tout comme Pétain voulait être l'homme qui en finirait avec les horreurs du Front populaire, Sarkozy a déclaré qu'il voulait en finir avec Mai 68* ".

Plus que le Front Populaire, c'est surtout les grèves de juin 36, et ce qu'ils ont dû lâcher peut-être pour ne pas tout perdre qui ont provoqué la panique chez les possédants alors même que les premiers effets du krach de 29 se faisaient sentir en Europe. Simplement rappeler qu'il y a la permanence de deux camps inconciliables, qui divisent, qui séparent et font mentir la prétendue unité nationale ou citoyenne.

### ***" La complicité du Parti socialiste et de la droite "***

L'autre scandale Badiou, c'est qu'il ne se contente pas de s'en prendre frontalement à Sarkozy et à travers lui à tout un ensemble de forces économiques, politiques, médiatiques... Dans l'interview la gauche politique en prend pour son grade, à juste titre. A la question " *Le PS et l'UMP, est-ce la même chose pour vous ?* " la réponse de Badiou est sans appel et en totale conformité avec ce que nous, à l'OCL, n'avons cessé de dire tout au long des années 80 et 90, partout où c'était possible, dans des tracts, des réunions publiques, dans *Courant Alternatif* : " *La complicité du Parti socialiste et de la droite se scelle dès les années 80. La dérégulation financière, la promotion de Tapie et du carriérisme individuel, les limitations du regroupement familial, les camps de rétention, c'est la gauche qui les a faits. C'est Mauroy et Defferre qui ont stigmatisé les grévistes de Flins comme des islamistes, c'est avec les socialistes qu'on a remplacé le mot «ouvrier» par le mot «immigré» ou «clandestin». Le Parti socialiste a été chargé au long cours de la pédagogie procapitaliste en direction des classes moyennes et populaires et de sa conséquence immédiate : le durcissement de la répression policière dans les banlieues* "

Ce qui veut dire que l'on peut vouloir chasser Sarkozy sans faire le lit d'une équipe politique de rechange.

### ***L'action militante aujourd'hui : ne pas " se définir par rapport à l'Etat " ni " jouer le jeu électoral "***

Quand on est anarchiste-communiste, ces mots résonnent plutôt favorablement. Nous défendons cette idée que la politique à mener doit se faire contre l'Etat tout simplement parce que émancipation et étatisme sont des

contradictions dans les termes, qu'ils s'interdisent l'un l'autre et qu'il faut donc choisir son camp. Ne pas " *se définir par rapport à l'Etat* " ni " *jouer le jeu électoral* ". Pourquoi ? " *D'abord parce que nous n'avons pas à valider la démocratie en son sens capitalo-parlementaire. Ensuite parce que, dès qu'on se présente à une élection, on veut être élu, puis réélu, avoir un groupe parlementaire, toucher des crédits officiels, etc.* "

Abstentionnistes presque par principe, disons par la conviction que l'on ne peut séparer ou opposer les moyens et les fins, que les formes de luttes ne sont pas que formelles ou neutres mais sont signifiantes, qu'elles produisent des effets, qu'elles ont elles-mêmes des éléments de contenu, nous savons également lire des résultats électoraux et ne rien trouver à redire au souhait d'A. Badiou que le NPA " *fasse 10 % aux prochaines élections, car cela mettra un peu de désordre amusant dans le jeu parlementaire* ". Après tout l'histoire du thermomètre électoral a une certaine pertinence et si les électeurs tiennent absolument à voter nous préférons qu'ils le fassent là plutôt qu'ailleurs. Mais nous continuerons à expliquer les motifs de notre refus du cirque électoral : parce qu'il est la négation de la démocratie, parce que le terme "démocratie représentative" est un oxymore, parce que c'est le système de domination politique qui permet le mieux à l'oligarchie gouvernante de se reproduire sans fin et sans encombre par le fait même qu'elle se voit validée, confirmée et confortée à chacune des élections, parce qu'à la représentation politique qui est une dépossession, nous opposons un "pouvoir du peuple" sur des formes et des contenus arrachés à toute domination, à tout pouvoir d'Etat (5).

Mais plus profondément, " *cette combinaison de la vieille forme-parti, à justification marxiste, et d'un jeu politique traditionnel (participation aux élections, gestion des pouvoirs locaux, noyautage des syndicats) renvoie tout simplement au bon vieux Parti communiste d'il y a quarante ans* ". Cela s'adresse plutôt à ceux qui se lancent dans l'aventure NPA en croyant faire du neuf alors que ce projet n'est rien d'autre que la remise au goût du jour d'une vieille lune politique : celle de la social-démocratie des origines, née en Allemagne, celle de Kautsky, de Bernstein surtout, fondée sur le gradualisme qui de réformes en avancées électorales, de progrès de la démocratie en conquêtes sociales, consolidera le parti, fera croître sa place dans la société, dans ses institutions (politiques, syndicales, juridiques...) et mènera le pays du capitalisme au socialisme (socialisation des grands moyens de production) par la voie parlementaire. Schéma que les partis communistes staliniens d'Europe occidentale adopteront quelques décennies plus tard.

Ça c'est l'hypothèse haute, celle d'un NPA qui parvient à occuper la fonction tribunicienne qui était naguère celle du PC (et là dessus les prestations d'O. Besancenot sont assez convaincantes), qui parvient à décoller vraiment dans les urnes, à se dégager un espace symbolique suffisant pour devenir une polarité attractive disposant d'une certaine autonomie, à commencer à exister dans la sphère de la représentation politique. Sinon, ce ne sera qu'une LCR qui aura un peu grossi. Dans tous les cas, les logiques unitaires, centrifuges du terrain électoral ne devraient pas changer la donne ; ce parti servira d'appoint aux "sociaux-libéraux" honnis du PS, comme les autres petits courants de la gauche, alter-réformistes, néo ou archéo-communistes, socialistes dissidents... car l'intérêt électoral, qui est la raison d'être de ces partis et la clé de voûte de leurs visées, finit toujours par mettre d'accord tout le monde. Les partisans du "100% à gauche" (il fallait oser !) devront en rabattre et s'allier avec ceux dont le pourcentage est bien inférieur. Quelle sera la nouvelle moyenne pondérée produite par la somme de ces quantités relatives ?

A cette impasse que représente le NPA, Badiou lui oppose l'" hypothèse communiste " qui " *est une tentative pour réinvestir le présent d'un autre biais que celui de sa nécessité* ". Effectivement, et là dessus, la plupart des marxistes d'aujourd'hui ne croient plus à un quelconque sens de l'histoire, à la fable de l'impératif absolu de la base matérielle et infrastructurelle de la société, à l'ennuyeuse et triste histoire de la nécessité qui devait s'imposer à tous (avènement du socialisme prenant racine dans l'aggravation des conditions objectives, nécessité historique lié au déclin inévitable du capitalisme...). S'il n'y a plus de nécessité, il ne reste alors plus comme point d'appui possible pour un projet d'émancipation qu'un idéal et un ensemble d'occurrences, de possibilités, d'expérimentations, de rapports de forces incertains situés dans des séquences temporelles discontinues, dans des mouvements cycliques de montées et de reculs dans les rapports de force généraux. Et si des ruptures s'opèrent dans l'ordre social, s'il est toujours possible et souhaitable d'imaginer des processus de type révolutionnaire (chasser Sarkozy par la rue en prendrait assez la voie...), ce sera pour des raisons propres à ceux qui les mettront en œuvre et non par l'activation du mécanisme de la nécessité historique surplombant le prolétariat et déterminant ses conduites, faisant de lui un funambule, qui "fait l'histoire" mais qui ne le sait pas. La nécessité tout comme les conditions objectives interdisaient toute discussion par définition. Ce n'était rien d'autre que l'antichambre d'une pensée dogmatique de l'histoire et de ses lois. La fin de la nécessité est la condition de la politique, du débat, des combats quotidiens comme des hypothèses stratégiques, des reformulations qui ne soient pas des révisions.

## **Là où nos chemins s'éloignent**

Mais sur ce point, on reste sur notre faim. L'hypothèse communiste rejette " la figure du parti-Etat ", qui doit ramener le communisme " *à sa nature première d'idée philosophique : une société dont le moteur ne serait pas la propriété privée, capable de s'engager dans un processus égalitaire que vient normer une conception neuve du droit.* " Quant au projet, aux éléments programmatiques de cette hypothèse, la réponse est d'une faiblesse insigne. " *Le point clé est l'égalité* ". Jusque là on est d'accord. " *Cela passe par d'énergiques mesures anticapitalistes, un redéploiement des services publics, une refonte de l'Etat pour qu'il soit réellement l'Etat de tous, une liaison nouvelle entre éducation et travail, un internationalisme réinventé...* ". Là on dirait du Marie-George Buffet ou du Mélenchon : un anti-libéralisme le plus creux. Mais prévient Badiou, " *La grande difficulté demeure le pouvoir de l'Etat. Marx en prévoyait le dépérissement. Les régimes communistes, au contraire, ont mis en place des Etats*

*surpuissants. Quels doivent être les limites de l'Etat ? Pour le moment, nous ne disposons pas sur ce point d'une doctrine éclairée. C'est pourquoi l'expérience politique, aujourd'hui, doit avoir l'Etat dans son champ, mais ne jamais en dépendre.* " Ne pas dépendre de l'Etat et le mettre dans son champ (qui n'est pas un champ de tir, rassurons-nous) c'est un bon début mais c'est un peu court. On aimerait en savoir plus car un peu plus haut dans l'interview, après vouloir que l'Etat soit " *l'Etat de tous* " Badiou déclare " *Je suis pour l'Etat de droit, pour les droits de l'homme* ". On a envie de dire : tout ça pour en arriver là ! On en arrive à se désoler pour lui. Les droits de l'homme sont les droits de l'homme nu, de l'homme sans appartenance à une communauté politique, ils sont donc les droits vides de ceux qui n'ont aucun droit. S'ils sont les droits de l'homme appartenant à une communauté constituée, ils sont alors simplement les droits du citoyen, les droits de ceux qui ont déjà des droits. Entre l'absurdité des droits vides, des droits de ceux qui n'ont aucun droit à en avoir et la tautologie du droit de ceux qui en ont déjà, l'affaire semble bien mal engagée. Quant à " *l'Etat de tous* ", rassurons Badiou : il existe déjà de son propre fait, du fait qu'il est déjà la forme sociale, construite, que revêt l'organisation du pouvoir social, représentant métaphysique, abstrait, de l'intérêt général contre les égoïsmes particuliers. Il n'existe que par une sorte de convention, d'un accord tacite de la reconnaissance de sa légitimité en tant qu'il se présente comme un pouvoir supérieur aux volontés individuelles du fait même qu'il représente le pouvoir d'une communauté : il est donc bien l'Etat de tous et de chacun... pour mieux être évidemment celui de ceux qui le détiennent véritablement. Mais Badiou n'en reste pas à l'Etat de tous, à l'Etat de droit et aux droits de l'homme. Il dit aussi que " *nous devons impérativement maintenir l'idée d'une société dont le moteur ne soit pas la propriété privée, l'égoïsme et la rapacité.* ", là aussi, on en reste à des propositions négatives. Mais alors si ce qui compte " *c'est de pratiquer l'organisation politique directe au milieu des masses populaires et d'expérimenter des formes nouvelles d'organisation* ", avec un tel vide de propos on comprend ce qu'il dit par l'affirmation " *La révolution est aujourd'hui un concept vide* ". Si le NPA " *ne prépare pas la révolution* ", l'organisation politique de Badiou non plus ! La baudruche d'une l'hyper-politique appariée à la philosophie se dégonfle devant le vide sidéral des propositions, fussent-elles hypothétiques et en devenir. En fonction de ce qu'en dit Badiou lui-même, " *ne pas se définir par rapport à l'Etat* " peut donc aussi se comprendre comme une manière d'indifférence, de distance en une sorte de neutralité entre non-participation et non-combat. A moins qu'il s'agisse d'une position d'attente. L'attente d'un événement, " *qui est toujours un coup de dés* " ? L'objet du rêve n'est-il pas au fond l'événement attendu ? Mais alors, si Sarkozy était sur le point d'être chassé par le rue, que proposerait Badiou ? En panne de projet, l'"hypothèse communiste" apparaît comme en suspens, bloquée sur le point d'arrêt d'une position philosophique, générique du communisme (l'égalité, la question de la propriété). Car si la forme-parti correspond à une forme organisée pour le pouvoir d'Etat, ces partis sont sans politique parce que l'espace parlementaire des partis est l'organisation politique d'une dépolitisation. De toute évidence, l'"hypothèse communiste" s'est arrêtée au constat d'une nécessité sans contours, sur une position d'antithèse d'une thèse : une politique "sans parti" contre des partis sans politique.

## **La politique contre le "mouvement" ?**

Souvent lorsque des militants politiques sont confrontés à des impasses stratégiques, ils font un pas de côté, prennent des chemins de traverse, font des détours pour essayer de retrouver le fil des déterminations premières. Par des recherches théoriques sur la politique, ou par un certain type de rapport à la pensée que permet la philosophie ou l'art... Ca peut aussi passer par une immersion dans le social, la participation à des mouvements, un questionnement sur les potentialités et les limites de la lutte des classes dans un moment historique donné. Mais Badiou qui est philosophe, qui a écrit du théâtre, qui a réfléchi sur les questions esthétiques, fait l'impasse sur le social, fidèle en cela à son histoire politique. Car aujourd'hui encore il faut " *savoir résister au fétichisme du «mouvement», lequel est toujours l'antichambre du désespoir* ". La manière d'aborder le thème n'est pas anodine. C'est la réactivation d'une vieille polémique entre parti et mouvement, entre spontanéité et organisation, entre conscience et aliénation, entre raison et désir. La vieille obsession de l'UCF " *la discipline* " refait surface au détour d'une phrase. En fait " *le problème d'une discipline politique qui ne soit pas calquée sur le militaire est un problème ouvert, expérimental* " Espérons qu'au terme de l'expérience la balance de la nécessaire discipline penchera d'un côté non-militaire ! Mais on ne sait jamais avec l'expérimental. Plus sérieusement on ne voit pas bien ce que la discipline vient faire par rapport aux autres propos du Badiou d'aujourd'hui. L'idée que ceux qui n'ont rien (les prolétaires) n'ont que leur discipline pour engager le combat renvoie à une conception militaire, à l'argumentaire pour recrues de l'Armée populaire de libération dans sa guerre contre le Guomindang... Le maoïsme stalinien n'est manifestement pas complètement remisé aux oubliettes.

En tous cas, " *gardons-nous des approches théoriques de la question, qui ramènent toujours à l'opposition entre le léninisme (l'organisation) et l'anarchisme (la mobilisation informelle). C'est-à-dire à l'opposition entre Etat et mouvement, qui est une impasse.* "

Passons sur l'identification de l'anarchisme et de la "mobilisation informelle", c'est une vieille affaire de tradition léniniste, de l'UCF qui pourfendait naguères les " anarcho-désirants " petits-bourgeois (5). Quant à " *l'opposition entre Etat et mouvement* ", ce n'est pas pour nous une " *impasse* " ou un champ d'expérimentation mais les deux termes d'un combat, deux camps qui s'affrontent et dans lequel nous avons choisi le nôtre : celui du mouvement contre l'Etat, d'un mouvement qui abolit l'Etat, qui fait sauter ce verrou et ouvre sur les possibles d'une politique de l'émancipation qui est l'autre nom de l'anarchisme. Faut-il le préciser ? Notre anti-étatisme n'est pas celui de l'oligarchie "libérale" qui à travers cette fallacieuse demande de "moins d'Etat" veut détruire les conquêtes sociales pour les livrer à l'appétit des multinationales, que ce soit sur le marché des produits comme celui du travail, tout en

faisant croître de manière vertigineuse les moyens de contrôle, l'action policière et répressive de l'Etat. Nous sommes de ce côté-ci de la barricade, dans le camp du communisme, de la fin de l'exploitation économique et de la domination politique.

Prendre le parti des mouvements sociaux, le "mouvementisme", c'est prendre le risque plus ou moins assumé de l'opportunisme. C'est vrai le plus souvent mais évitable si l'on réfléchit à des collectifs politiques qui travaillent cette question du point d'équilibre entre le social et le politique, entre participation à des mouvements de lutte forcément éclatés, différenciés, partiels et des moments d'intellection, de débats plus généraux qui justement reformulent les enjeux politiques et leurs éléments les plus généraux.

A contrario il est des groupes, des cercles qui se constituent autour d'une recherche théorique, une production, le plus souvent une reproduction, de concepts, d'analyses à haut niveau d'abstraction, qui fonctionnent de manière totalement étanche à l'air du temps et aux situations réelles, vécues, qui refusent et récusent une certaine dose d'empirisme, d'expérimentation, de *praxis* disait-on autrefois. Ces groupes, organisations en viennent souvent à s'enfermer dans le splendide isolement d'une tour d'ivoire quand ce ne sont pas les sinistres souterrains dont on ne sort pas : les taupes ne craignent-elles pas la lumière ?

Mais que peut la politique sans le mouvement surtout si celui-ci est de faible intensité ?

Quant au désespoir, il est vrai qu'il vaut mieux s'en prémunir. Il n'est pas besoin d'invoquer le mouvement pour cela, il suffit de se rappeler combien de militants sont sortis brisés, désespérés de leurs années de militance dans les organisations gauchistes, en particulier les ML.

### **" Si la Commune s'est effondrée, l'URSS a duré "**

Enfin, le rapport de Badiou au léninisme et au stalinisme est loin d'être réglé. *" Après l'écrasement dans le sang des insurrections ouvrières du XIX<sup>e</sup> siècle, les révolutionnaires du début du XX<sup>e</sup> siècle étaient obsédés par le problème de la victoire. Une révolution peut-elle enfin triompher ? Lénine a répondu en parlant d'organisation, de discipline de fer, de parti. De fait, si la Commune s'est effondrée, l'URSS a duré. Seulement, les formes d'organisation efficaces pour prendre le pouvoir se sont montrées inadaptées à la gestion d'un pays en temps de paix. On ne peut diriger l'agriculture ou l'industrie par des méthodes militaires "* Le bilan du socialisme "réel" laisse pantois. Rien sur les conditions mêmes de la prise du pouvoir par les bolchevicks, la question fatale du déséquilibre entre une révolution qui se voulait ouvrière et une société très majoritairement paysanne. Et si on ne peut *" diriger l'agriculture ou l'industrie par des méthodes militaires "*, c'est à dire l'ensemble d'un pays, c'est que le "socialisme" était dès le départ dans une configuration "militaire", dans une dictature de parti. Le léninisme, qui n'est lui-même qu'une variante de la social-démocratie, n'a jamais analysé le capitalisme comme un rapport social à abolir mais comme un ou, plusieurs pays dont il faut prendre les commandes, dans le champ politique et économique, investir l'Etat ou en fonder un nouveau ce qui revient au même, en transférant la propriété des moyens de production de la sphère "privée" des capitalistes individuels vers une forme nationale, étatique de propriété. Avec à la clé cette double escroquerie : étatiser n'est pas socialiser sauf à avaliser la thèse métaphysique et "bourgeoise" de l'Etat de tous, changer de propriété les machines, les bureaux et les murs des usines n'est pas changer les rapports sociaux, pas même ceux de production

Aujourd'hui Badiou défend une politique sans parti. Ce qui est une manière assez forte de tirer un trait sur tout un pan de l'histoire politique du XX<sup>e</sup> siècle. Au grand dam de D. Bensaïd (NPA) qui dans une réponse lui reproche d'aller trop loin, de jeter le bébé avec l'eau du bain, car dit-il *" il y a parti et parti "* en s'accrochant encore à la pureté *"bochévique d'Octobre"* qui a été détruite *" méthodiquement par les procès, les purges, les déportations et les exécutions massives "*(6). Apparemment les fondamentaux trotskistes qui assument et revendiquent Octobre et les sanglantes répressions de la séquence 1917-21 n'ont pas été dilués dans le NPA.

### **Les moyens et les fins**

La faillite des pays du socialisme réel c'est d'abord la faillite d'une certaine conception du socialisme ou du communisme. Une faillite sur les méthodes car elles ont effectivement été désastreuses. Mais les méthodes sont à l'image du projet car elles lui sont asservies, en sont ses créatures. La prise du pouvoir opérée de manière quasi-militaire par un parti de professionnels, d'avant-garde, qui après avoir éliminé ses opposants et ses concurrents s'approprie la totalité de la domination politique et créé même de toute pièce un nouvel Etat, militarisé, policier, qui se confond avec le parti, déclaré prolétarien mais qui massacre des ouvriers et paysans qui avaient cru que le "pouvoir des soviets" signifiait l'exercice de leur propre pouvoir, une tel Etat ne peut conduire à aucune sorte de société libérée de l'Etat. La faillite politique de ses régimes ne date pas de la chute du Mur de Berlin mais des suites immédiates d'Octobre. C'est ce qui nous sépare des courants léninistes.

S'il on veut tirer les bilans, il faut bien avancer sur quelques évidences. Une des principales est la concordance des moyens et des fins. Si l'objectif est vraiment d'abolir l'Etat dans le cadre d'un projet révolutionnaire, de le faire disparaître, il faut alors penser à d'autres modalités de l'exercice du pouvoir politique et faire en sorte que les moyens, les outils, les modes opératoires, les manières d'être, les idées mises en discussion ne reconduisent pas les formes et contenus de la domination étatique.

Un pouvoir politique libertaire ou anarchiste peut sembler contradictoire. La notion de pouvoir a plusieurs sens, deux principalement qu'il est impératif de différencier très nettement entre *pouvoir* et *domination* qui renvoie à la différence *" entre potentia et potestas : la puissance ou le pouvoir comme capacité (" le pouvoir de créer " ou de*

*faire*), et le pouvoir comme domination (" le pouvoir de commander " et de se faire obéir) ".(7) A partir de là, il est possible de proposer un début de définition très ramassée et très provisoire. La politique anarchiste serait pour une communauté humaine donnée, une manière d'exercer un *pouvoir-capacité* (de prendre la parole, d'énoncer des idées, de formuler des propositions, de faire des choix, de prendre des décisions, de régler des conflits, d'administrer la justice, de produire des lois...) à propos de tous les objets que cette communauté a défini comme faisant partie de son "en commun", contre le *pouvoir-domination*, contre l'Etat et l'hétéronomie. Les formes, les modalités d'exercice de ce *pouvoir-capacité* ne sont pas définies précisément, mais elles incluent une définition radicale et élargie de la démocratie dans son contenu, son espace, ses champs d'application (inclusion d'une bonne partie du "social", de ce qui ressort de l'"économie", l'ordre de la production, du travail) et son principe constitutif. Pour arriver à cette "fin", il est nécessaire que les processus, les méthodes, les présupposés, les exigences qui inaugurerait une telle politique soient marqués par ces mêmes modalités et contenus.

Quand dans les années 70, des courants comme le nôtre, l'ORA puis l'OCL, s'inscrivant en cela dans la continuité d'une certaine tendance de Mai 68, celle du 22 Mars et des Comités d'Action (et pas l'UNEF ni Charlety, ni l'Odéon, ni Ulm!), disaient qu'il fallait dans les luttes du présent préparer les contours de la société du lendemain, que par exemple une certaine façon d'"autogérer les luttes" collectives étaient une manière d'anticiper le projet d'une société basée sur l'autogestion généralisée. L'"autonomie ouvrière" était à la fois une manière d'affirmer le caractère inconciliable entre l'existence d'un monde ouvrier et celui de la domination bourgeoise, l'impossibilité d'une intégration, d'une collaboration, et aussi quelque chose de plus affirmatif, de plus créatif : la capacité pour les travailleurs de fabriquer des espaces propres, des capacités en matière de pensée, d'énonciation collective, d'organisation, d'expression, de constituer la classe comme son propre sujet. Cela voulait dire notamment que le sujet ouvrier n'allait pas de soi, malgré ce qu'en avait dit Marx et le matérialisme historique, qu'il n'était pas un donné mais la résultante d'expériences de lutte collectives et autonomes c'est-à-dire ayant par elles-mêmes permis d'acquérir des éléments émancipateurs faits de solidarité, de confiance partagée. Autogestion des luttes, autonomie ouvrière, auto-organisation, ne sont rien d'autre en quelques mots que les conditions de réalisation de ce qui a été affirmé par la première association internationale des travailleurs comme un impératif de forme et de fond : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Autre exemple. Pendant toute une période (en gros la séquence 1974-1980), beaucoup de groupes locaux de l'ORA-OCL se lancèrent dans la création de journaux de contre-information ou information populaire, à l'échelle d'un arrondissement parisien ou d'une commune, d'une ville. C'était complètement expérimental et a été un réel succès. Le principe était simple : amener une information à des lecteurs et la susciter auprès d'eux. Cela revenait à donner une visibilité aux êtres et aux choses et donc à les faire exister. Et c'était à partir de là seulement que les uns ont pu s'exprimer à propos des autres. Ensuite, en offrant la parole aux lecteurs, qu'ils soient ouvriers, marins pêcheurs, locataires en lutte, parents d'élèves créant un terrain d'aventure sauvage pour les gosses ou habitants d'un quartier populaire voulant avoir leur mot à dire sur un projet de rénovation urbaine, ce n'était pas principalement pour donner à entendre une "voix du peuple" vite ramenée à un statut de témoignage ou comme l'illustration d'une parole savante, celle des militants (qui est aussi celle des experts, des journalistes...), mais œuvrer à une auto-expression pour elle-même. Et si les militants politiques devaient s'exprimer politiquement en tant que tels, ils avaient d'autres supports à leur disposition (tracts, presse, affiches...)

Les collectifs éditoriaux de ces journaux locaux étaient ouverts à tous. Plein de gens passaient, discutaient sur le marché, donnait un petit texte, des nouvelles, prenaient des journaux pour les vendre autour d'eux...

Faire en sorte que les opprimés prennent la parole c'était faire un peu ce que disait J. Rancière à l'époque, dans les *Révoltes Logiques* et qu'il a développé ensuite : créer une "scène du peuple", une sphère de visibilité où apparaissent les places et ceux qui les occupent, les manières de les occuper et de les contester. En posant le principe que les gens ne sont pas ignorants d'eux-mêmes et du reste mais capables d'énonciation et même d'enseigner, il s'agissait de briser le cercle infernal qui dit que les opprimés sont ignorants parce que dominés et dominés parce qu'ignorants. Au passage, on se rendait compte que plein de gens ne cherchaient pas à revendiquer une identité sociale (de prolétaire) mais plutôt à en sortir, à croiser d'autres identités, à parler d'eux-mêmes mais aussi de plein d'autres choses. Ce qui mettait à mal la thèse du sujet ouvrier. C'était une orientation tout à fait nouvelle (formes et contenus) pendant que la plupart des gauchistes construisaient le parti, entraient dans les syndicats pour y prendre des responsabilités, se lamentaient des divisions de la gauche...

Les courants léninistes ont toujours privilégié le parti, l'organisation car c'est d'elle que tout dépend, parce qu'elle est l'avant-garde et que la classe ouvrière, pourtant sujet historique de sa propre libération, doit lui demeurer subordonnée du fait même de son ignorance, de sa conscience insuffisante. Le parti condense la totalité du potentiel politique car au sein de la société capitaliste les ouvriers ne peuvent créer des instances de libération et générer des processus de rupture, empêchés qu'ils sont par leur "trade unionisme" consubstantiel. Pour les partisans du parti peu importe les degrés de développement de l'auto-organisation, de l'autogestion des instances populaires, des capacités de lutte des travailleurs. Comme disent les camarades de la Fédération Anarchiste Uruguayenne, il ne s'agit pas pour ces courants de favoriser la formation d'un peuple fort mais la création d'un parti fort.

## **Pour conclure**

On est bien là sur des conceptions totalement antagoniques mais qui ont chacune leur cohérence propre. Et c'est bien la conception de l'Etat, ou, plus exactement la place de l'Etat dans la structure de la domination et dans le procès ou projet d'émancipation qui fait clivage.

La question de l'Etat départage. En même temps, il y a un regain d'intérêt salutaire sur ces questions. Regain d'intérêt qui s'explique sans doute par les effets de la crise politique et idéologique latente et des doutes profonds sur la pertinence des solutions électorales traditionnelles. Les idées avancées par Jacques Rancière, les derniers travaux publiés de Cornelius Castoriadis quand il interrogeait longuement la démocratie athénienne vont dans un sens qui ouvre le débat et les recherches autour de thèmes essentiels que sont : le pouvoir politique, la démocratie, le système parlementaire, l'Etat. Nous aurons sans doute l'occasion d'y revenir.

Mais ces idées sur l'Etat et la politique sont peu de choses si ne surviennent pas des événements politiques majeurs capables de faire bouger les lignes qui séparent le possible de l'impossible. C'est là que se trouve le verrou.

Badiou dit des choses sensées (Sarkozy, la gauche complice, le refus du jeu électoral), d'autres très confuses ou assez vides (le rapport à l'Etat, la politique sans parti de son "hypothèse communiste") et aussi quelques âneries (le maintien d'un vieux fond stalinien - la discipline, le rejet de tout mouvement - même s'il en joue de manière provocatrice).

Reste cette proposition, son seul "rêve" qui est un lapsus conscient et délibéré, un rêve qui peut laisser songeur, qui peut donner matière à rêver. Restons-en là pour l'instant.

On peut bien sûr rêver que le rêve d'Alain Badiou devienne un "rêve général". Il y a déjà des affichettes, des pancartes anonymes qui disent cela dans les dernières manifestations. Cependant, méfions-nous des rêveries qui surgissent seulement du sentiment d'impuissance car ce ne sont pas elles qui font les révolutions, cela se saurait. La vraie question du moment est : quel sera l'évènement qui fera sauter le verrou, qui déclenchera un " *processus de composition des fureurs disparates* " faisant trembler les bases d'un régime qu'il conviendra alors de mettre au passé, d'en faire le plus vite possible un ancien régime. A partir de ce point là, on peut s'arrêter un peu, souffler et se dire : tout devient possible.

Mars 2009

J.F.

#### Notes

(1) "Les anarchistes : appellations peu contrôlées", JP Garnier, *Le Monde Diplomatique* - Janvier 2009, "De Camus à Onfray, une permanence libérale en milieu libertaire", JPD, *Courant Alternatif* - Février 2009.

(2) *De quoi Sarkozy est-il le nom ?* Editions Lignes, 2007

(3) "L'hypothèse communiste d'Alain Badiou", par Peter Hallward, *Radical Philosophy* publié sur *La revue internationale des livres et des idées* n° 5, mai/juin 2008, [ <http://revuedeslivres.net/articles.php?id=207> ]

(4) " *La représentation est dans son origine l'exact opposé de la démocratie. Les Pères fondateurs [de la nation américaine] et nombre de leurs émules français y voient justement le moyen pour l'élite d'exercer en fait, au nom du peuple, le pouvoir qu'elle est obligée de lui reconnaître mais qu'il ne saurait exercer sans ruiner le principe même de son gouvernement* " Jacques Rancière, *La Haine de la démocratie*, Editions La Fabrique, p 60.

(5) Dans un texte récent qui revient sur mai 68, Badiou développe un peu ce point. " *Contre la vision libertaire, symbolisée en France par l'occupation du théâtre de l'Odéon et ses happenings débraillés, nous devons rappeler que rien ne peut se faire sans discipline et que si le modèle militarisé de celle-ci doit être surmonté, ce n'est certainement pas l'apologie de la « fête », le principe de jouissance et la mélancolie des nuits informes qui aident à ce dépassement. Là aussi, il y a eu des heurts féconds, des polémiques de haute volée, contre ceux que nous appelions les « anarcho-désirants ». Ils anticipaient, ces anarcho-désirants, ce qui est devenu depuis la politique des identités (nationales ou régionales, sexuelles, religieuses, culturelles, etc.) et à quoi dès ce temps nous opposions les rigueurs de l'universalisme, qui reconnaît toutes les différences, mais les enveloppe dans une conception partagée de la politique* " in "Mai 68 à la puissance quatre". Identifier l'anarchisme à la fête ou aux happenings, c'est ou bien une bien mauvaise polémique (l'anarchisme n'a pas d'avis sur la fête ou les happenings, c'est un courant révolutionnaire d'origine et de tradition plutôt prolétarienne) ou bien le point de vue de quelqu'un qui ne sortait pas beaucoup de la fac de Vincennes. Qu'un individualisme anarchisant se soit épanoui dans l'après-68 (surtout dans certains milieux intellectuels dont Vincennes était l'épicentre microcosmique !) autour des questions du désir, de la découverte de l'autonomie des sujets et des singularités et dont les conséquences décrites par Badiou sont en partie vraies est une chose. L'anarchisme en tant que tel, ses organisations, ses groupes, ses militants de l'époque n'a pas grand chose à voir avec tout ça. En tout cas, nous on aime bien la fête et même la jouissance pouvant le cas échéant inaugurer des nuits informes, au risque de la mélancolie, et cela nous a jamais empêché de lutter, au contraire !

(6) "Daniel Bensaïd répond à Alain Badiou", publié sur de nombreux sites Internet, donc celui du NPA.

(7) Eduardo Colombo, *La Volonté du peuple*, Coédition Ed Libertaires et Ed CNT, p 22

## Repères

### L'UCFML, l'étrange singularité d'une comète politique

Nous n'évoquerons pas le philosophe car nous n'avons pas lu ses thèses en particulier son ouvrage majeur, " L'être et l'événement ". Son parcours politique est connu. Il devient maoïste dans les années 60 à Normale Sup' où il suit les enseignements d'Althusser avec J.Rancière, E. Balibar et d'autres. Après 68, contrairement à la plupart des ulmiens maoïstes, il ne participe pas à la Gauche Prolétarienne. Prof de philo à Vincennes, après un séjour au PSU, il y fonde une "base rouge" en 1971, une organisation maoïste, l'Union des Communistes de France Marxiste Léniniste (UCFML) dont il est l'un des principaux dirigeants. Contrairement aux autres groupes maos, l'UCF est très intello et très donneuse de leçons, se lançant volontiers dans des grands discours parfois un peu illuminés, abscons, dogmatiques...

C'était un courant un peu à part dans le gauchisme de l'époque : les luttes sociales ne sont pas leur tasse de thé. Ce qui importe, ce sont les luttes idéologiques, les idées politiques, le Parti... et la Vérité. Car à l'UCF, on ne rigole pas avec la vérité, ni avec la discipline. Dans cette quête de la vérité, affirmation philosophique et discours politique se confondent (notamment autour de la théorie de la contradiction de Mao, des contradictions principales et secondaires, du "un" qui se divise toujours en deux tandis que la dialectique c'est toujours du deux qui fusionnent en un, des questions du type : comment naissent les idées justes ? etc.). On est là aux antipodes de la Gauche prolétarienne et son discours se voulant à ras du bitume, grossier, soi-disant prolétarien, mais écrit tout de même par d'autres normaliens qui en étaient les chefs. L'UCF c'est plus classe. Lire de l'UCF dans le texte, à défaut d'une quelconque pertinence, c'est toujours un moment de plaisir. Extrait pioché au hasard : *"La pensée prolétarienne est essentiellement la dialectique des processus primaires. Elle se place toujours du point de vue de ce qui s'affirme comme nouveauté qualitative. La pensée de la contradiction doit maîtriser la scission entre secondaire et primaire, entre l'état structural des termes et la dynamique qualitative des forces. Elle doit penser simultanément le comparable et l'incomparable. Ce qui atteste ici son caractère de classe, c'est sa capacité à prendre position sur le problème du rapport des forces, non dans l'espace de la symétrie mais dans celui de l'hétérogène [...] Les dialecticiens maoïstes sont aujourd'hui en France les scaphandriers du processus primaire, immergés dans les profondeurs pratiques du prolétariat, sous les sédiments secondaires entassés par le révisionnisme. Ce qu'ils voient, ce qu'ils font, il n'est pas étonnant que les symétriseurs anodins de la surface n'en puissent croire leurs yeux."* Théorie de la contradiction, UCFML, 1975.

Les scaphandriers de l'UCF ne luttaient pas seulement sur 2 fronts (la bourgeoisie impérialiste fasciste et le révisionnisme social-fasciste) comme elle l'affirmait mais sur tous les fronts. Car quand on est porteur de la vérité, on a fatalement beaucoup d'ennemis à combattre en même temps... Trotskistes compagnons de route des révisos, "anarcho-désirants" (en fait Deleuze, Guattari, Lyotard, Schérer qui étaient pour l'essentiel les collègues enseignants du département de philosophie des principaux dirigeants de l'UCF : Alain Badiou, Natacha Michel, Sylvain Lazarus...), les autres groupes ML qui n'avaient pas bien compris et assimilé la justesse des enseignements du Grand Timonier... "Anarcho-désirant" était le qualificatif employé y compris en interne, pour disqualifier ceux qui voulaient donner un peu trop d'importance aux capacités d'autonomie des mouvements de travailleurs.

Dans les mouvements sociaux, l'UCF ne venait pas renforcer la lutte, ni participer à la solidarité, ni aider à l'organisation des "masses" mais exclusivement pour recruter, provoquer des scissions en créant des comités séparés sur les mêmes délimitations politiques que l'organisation, comités appelés à devenir des cellules du parti tout cela sous couvert d'organiser l'un des termes de la contradiction secondaire après l'avoir provoquée (vous suivez ?)... Des comportements à l'opposé de la démocratie de base, du respect des assemblées. L'UCF était spécialiste de pratiques à la fois parasitaires et fractionnistes dans les mouvements (car chaque mouvement devait se diviser en deux, vous suivez toujours ?), comportements qui dans certains cas sont allés très loin, notamment lors de la grande lutte des foyers de travailleurs immigrés de la Sonacotra (1978-79). Plus tard, (vers 1984) l'UCFML éclate, le noyau dirigeant historique qui se maintient se renomme "Organisation politique" en toute simplicité, ne se réfère plus explicitement au maoïsme et entre dans une activité plus ralentie et plus discrète. Lors des luttes des résidents maliens des foyers de Montreuil, l'OP est réapparu à la lumière, avec... les mêmes pratiques que naguère : prendre des personnes une par une, les réunir dans une structure créée de toute pièce en concurrence avec le comité des résidents... de plus sur des contenus très limites. Depuis, leur activité principale est d'animer un mouvement spécifique d'ouvriers sans-papiers des foyers. Quant à l'OP, son langage, ses codes tiennent plus d'une sorte de discours humanitaire, où il faut mobiliser de gentils « Volontaires » contre le « mauvais gouvernement » qui maltraiterait le « droit des gens ». Aux dernières nouvelles, elle se serait dissoute et s'appellerait maintenant « Contre le Mauvais Gouvernement Les Volontaires d'une Politique à Distance de l'Etat ».